

International Review of Community Development

Le vote Front national ou le syndrome de la peur

Nonna Mayer

L'insécurité. La peur de la peur
Numéro 30, automne 1993

URI : id.erudit.org/iderudit/1033670ar
DOI : [10.7202/1033670ar](https://doi.org/10.7202/1033670ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mayer, N. (1993). Le vote Front national ou le syndrome de la peur. *International Review of Community Development*, (30), 117–122. doi:10.7202/1033670ar

Résumé de l'article

Les préoccupations sécuritaires sont une des principales motivations du vote pour le Front National. Elles s'expliquent moins par des facteurs objectifs (victimation, exposition accrue à la violence) que par des facteurs subjectifs, un sentiment d'insécurité personnelle qui déborde largement le domaine du crime et de la délinquance. Quel que soit le risque (sida, atteintes à l'environnement), le niveau de peur des électeurs du FN est systématiquement plus élevé que la moyenne. Ces peurs s'inscrivent dans une vision pessimiste du monde, en relation avec un isolement social et politique marqué : repli sur le milieu familial, faible potentiel associatif, niveau culturel bas, manque de confiance dans les institutions, etc. Elles sont volontairement entretenues et exploitées par les dirigeants du FN, comme en témoignent sa presse, ses tracts, ses conseils aux militants. Mais une proportion croissante de Français voient dans ce parti un danger pour la démocratie et la peur même qu'il inspire est un frein à sa progression électorale.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Le vote Front national ou le syndrome de la peur

Nonna Mayer

Si, dans les années soixante-dix, les préoccupations sécuritaires ont pris en France une importance croissante (Roché, 1993), c'est chez les électeurs du Front national de Jean-Marie Le Pen qu'elles sont de loin le plus accentuées. Quelle que soit l'élection, l'insécurité est une de leurs motivations prioritaires, dans une proportion qui, lors des élections régionales de 1992, était deux fois supérieure à la moyenne de l'échantillon (tableau 1). Ils sont les plus enclins à dénoncer le laxisme des tribunaux et de la société, à réclamer le rétablissement de la peine de mort¹, les plus nombreux à penser qu'avoir une arme chez soi est la meilleure protection contre les cambriolages et à faire confiance aux vigiles et aux gardiens privés pour résoudre les problèmes de

sécurité², les plus montés enfin contre les immigrés, perçus comme les principaux auteurs de troubles.

TABLEAU 1 — Les motivations de l'électorat FN en 1992 (%)

« Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux qui ont eu le plus d'importance pour votre vote aux élections régionales ? »

Thèmes	Électorat FN	Électorat total	Écart
L'immigration	66	20	+ 46
Le chômage	64	58	+ 6
L'insécurité	52	25	+ 27
L'avenir de votre région	29	39	- 10
Les libertés	24	17	+ 7
La place de la France dans le monde	22	13	+ 9
L'évolution de votre pouvoir d'achat	19	19	0
L'environnement	18	32	- 14
La moralisation de la vie politique	16	14	+ 2
Le maintien de la protection sociale	15	24	- 9
La construction de l'Europe	14	14	0
La lutte contre le racisme	6	16	- 10
Sans opinion	1	11	- 10

Source : Sondage post-électoral SOFRES, 25-26 mars 1992, échantillon national de 1500 personnes, représentatif du corps électoral.

Insécurité objective, insécurité subjective

Ce souci sécuritaire pourrait s'expliquer par des facteurs objectifs, une exposition accrue à la délinquance et à la criminalité. Une enquête grenobloise sur le thème « Sociabilité, insécurité » montre qu'il n'en est rien. Une des questions recensait avec précision les divers types de violence rencontrés par les personnes interrogées au cours d'une période limitée aux trois derniers mois. Or les électeurs potentiels du FN se déclarent en fait moins souvent que le reste de l'échantillon victimes d'un cambriolage, d'un vol dans la rue, d'insultes et de menaces³.

Mais indépendamment des risques objectifs qu'ils courent, c'est chez eux que le sentiment d'insécurité personnelle est le plus accentué. Deux électeurs potentiels du Front national sur cinq déclarent éprouver ce sentiment à leur propre domicile (42 % contre 29 % de l'ensemble de l'échantillon). Tous leurs comportements en portent la marque. Ils sont les plus hésitants à sortir seuls le soir (72 % contre 52 %), les plus nombreux à faire usage d'un verrou ou d'un judas avant d'ouvrir la porte de chez eux (30 % contre 19 %) et à s'enfermer à clé avant 20h30 (49 % contre 44 %). Le monde extérieur apparaît comme un univers

menaçant dont ils exagèrent les dangers, surestimant les violences subies par les autres et gonflant le nombre réel des immigrés, qu'ils perçoivent unanimement comme responsables de la délinquance⁴. Certes, tous les travaux sur le sentiment d'insécurité ont montré l'absence de corrélation systématique entre la peur et l'expérience du crime (Lagrange, 1984 ; Roché, 1993). Mais c'est chez les électeurs du FN que ce décalage entre insécurité objective et insécurité subjective est le plus marqué. De la même manière, les électeurs qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 se distinguent par une peur un peu plus marquée du chômage pour eux ou leurs proches, alors que la proportion de chômeurs n'y est pas supérieure à la moyenne⁵, et par une peur accrue des immigrés, alors qu'ils ont plutôt moins de relations (personnelles, professionnelles, etc.) avec ces derniers que la moyenne des Français (Perrineau, 1991 : 521).

Leur sentiment d'insécurité déborde très largement le domaine du crime et de la délinquance. Une enquête sur les attitudes des Français à l'égard des problèmes de sécurité⁶ permet d'explorer les peurs des Français face à trois grandes catégories de risques, les risques naturels ou technologiques (pollution, énergie nucléaire), les risques sociaux ou médicaux (sida, drogue) et les atteintes aux personnes physiques et aux biens (vols, agressions). C'est à cette dernière catégorie de risques que les proches du Front national sont de loin les plus sensibles, là que les écarts entre leurs réponses et celles de l'ensemble de l'échantillon sont les plus élevés (tableau 2). L'immigration, qu'ils associent à la délinquance, arrive en tête (42 points d'écart), suivie par les agressions dans la rue (+16 points), les vols et cambriolages (+14 points), le terrorisme (10 points), les bandes (8 points). Sur tous ces thèmes, ils ont plus peur que tous les autres électors. Mais même pour les autres

TABLEAU 2 — Les peurs des sympathisants du FN (%)

« Voici une liste de choses. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si elle vous fait peur en les notant de 1 (pas peur du tout) à 5 (très peur) sur l'échelle suivante ? »

Font « très peur »	Sympathisants FN	Population totale	Écart
La drogue	68	63	+ 5
Le sida	58	51	+ 7
Le terrorisme	56	46	+ 10
Les immigrés	54	12	+ 42
Les agressions dans la rue	45	29	+ 16
Les cambriolages	43	29	+ 14
La pollution atmosphérique	39	32	+ 7
Les vols dans la rue (voitures, pickpockets)	38	24	+ 14
La pollution de l'eau	37	31	+ 6
Les centrales nucléaires	37	37	0
Les incendies	33	27	+ 6
Les bandes, les punks, les blousons noirs	30	22	+ 8
Les catastrophes naturelles (tremblements de terre, inondations)	30	31	- 1
La circulation sur les routes	23	22	+ 1
Les conservateurs dans les aliments	22	18	+ 4

Source : Enquête OIP-IHESI, octobre 1989.

risques, en particulier ceux du sida et de la pollution de l'environnement, leur niveau de peur est systématiquement plus élevé que la moyenne (13 fois sur 15).

Ces peurs s'inscrivent dans une vision du monde foncièrement négative. Sur une échelle de pessimisme construite à partir de questions relatives au fonctionnement de la démocratie et à l'évolution de leur niveau de vie, les électeurs de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 ont le plus fort pourcentage de notes élevées, tout comme ils sont les plus nombreux à dire qu'en pensant à l'avenir il leur arrive souvent d'avoir peur⁷. Il en va de même aujourd'hui. Au premier tour des élections législatives de 1993, le Front national obtient 12,4% des suffrages exprimés, proportion qui atteint 25% chez ceux qui sont très inquiets en pensant à l'avenir de leur situation personnelle et professionnelle, et 28% chez ceux qui trouvent qu'en France la démocratie fonctionne très mal⁸.

Facteurs sociaux du sentiment d'insécurité

Pour exorciser ces peurs ils semblent avoir moins de ressources que les autres électeurs. Le sentiment d'insécurité, quel que soit le risque, est étroitement associé au niveau culturel et à la position sociale. Qu'il s'agisse des tremblements de terre, des incendies ou des cambriolages, de la pollution de l'eau ou du sida, les craintes diminuent régulièrement avec le niveau de diplôme et de revenu et c'est chez les cadres supérieurs et les professions intermédiaires que leur niveau est le plus faible (Boy, Mayer, Percheron et Perrineau, 1990 : 1-9). Or l'électorat lepéniste est très largement un électorat populaire, où les ouvriers,

les petits commerçants et artisans, ceux qui n'ont pas dépassé le niveau du CEP (certificat d'études primaires) ou du CAP (certificat d'aptitude professionnelle), sont surreprésentés (Mayer et Perrineau, 1990 : 167).

Le sentiment d'insécurité est aussi très lié au type de sociabilité. L'étude grenobloise, menée en milieu urbain, permet d'opposer les individus qui ont un réseau de relations multiplex, c'est-à-dire qui partagent plusieurs liens (familial, de voisinage, amical, associatif, professionnel, etc.) avec chaque individu du réseau, et ceux qui ont un réseau uniplex (un seul lien). Le premier système se caractérise par la densité des relations interpersonnelles et sa relative fermeture sur lui-même, le second par son extension et son ouverture sur l'extérieur. La préoccupation pour l'ordre et le sentiment d'insécurité sont nettement plus marqués chez les individus qui ont un réseau multiplex (Roché, 1993 : 171-201). Or les électeurs et plus encore les sympathisants du Front national se distinguent par une sociabilité restreinte au milieu familial et au voisinage. Sur une échelle « d'autophilie » caractérisée par la fermeture sur

l'espace domestique et la valorisation du « nous », ils ont de loin les scores les plus élevés. Comme Jean-Marie Le Pen, ils préfèrent leur filles à leurs cousines, leurs cousines à leurs voisines (Perrineau et Lagrange, 1989 : 236-238)⁹.

Ce repli va de pair avec une réticence marquée à l'égard de toute activité associative ainsi qu'à l'égard des formes d'action collective impliquant une solidarité élargie (grève, manifestation etc.). De même, ils paraissent moins intégrés sur le plan politique et idéologique. Ils sont les plus méfiants à l'égard des syndicats, des partis, des députés, de toute forme de démocratie représentative et plus largement de toutes les institutions sociales ou politiques du pays, à la seule exception de l'armée (tableau 3). Moins pratiquants que la moyenne des Français (58% de catholiques non pratiquants contre 51%), ils ne peuvent même pas compter, comme les électeurs de la droite modérée, sur les secours de la religion¹⁰.

Ce relatif isolement social et politique accentue leur sentiment d'insécurité, qui les rend particulièrement vulnérables au discours musclé d'un Jean-Marie Le Pen.

TABLEAU 3 — Méfiance des électeurs lepénistes à l'égard des institutions (%)

<i>N'ont « plutôt pas confiance »</i>			
Institutions	Électorat Le Pen	Électorat total	Écart
Syndicats	61	39,5	+ 21,5
Télévision	57	49	+ 8
Justice	47	35	+ 12
Administration	45	36	+ 9
Députés	42	32	+ 10
Banques	32	29,5	+ 2, 5
Église	31	28	+ 3
Assoc. de parents d'élèves	30	19	+ 11
École	24	15	+ 9
Police	22	22	0
Armée	18	30	- 12
Science	8	4,5	+ 3,5

Source : Enquête CEVIPOF-SOFRES, mai 1988.

A contrario, le monde rural et en particulier les agriculteurs y sont moins réceptifs, précisément à cause de leur plus fort encadrement social, syndical et religieux. Comme l'a jadis montré Kornhauser (1959), l'atomisation de « la société de masse » et la disparition des liens sociaux et des groupements intermédiaires favorisent le développement de l'extrémisme politique.

L'exploitation de la peur

Les inquiétudes des électeurs du Front national ne reflètent pas seulement leur milieu socio-culturel, elles sont volontairement attisées par le parti auquel ils apportent leurs suffrages et canalisées contre les immigrés (Taguieff, 1989). Dès l'origine ses dirigeants ont eu pour stratégie de donner de la France une vision apocalyptique, exagérant le nombre des immigrés, des chômeurs, des délinquants et des séropositifs. C'est ce qu'illustre le matériel électoral diffusé par le Front national pendant la campagne des législatives ou le « Guide du responsable » réalisé par le Secrétariat général à l'intention des militants, qui leur conseille, dans la rédaction de leurs tracts, de saisir « les opportunités liées à l'actualité immédiate et exploitable », en classant par ordre de priorité les rubriques « Insécurité, peine de mort, délin-



quance », « Immigration, mosquées, cités-ghettos », « Chômage local, fermeture d'entreprises » et « Protection de l'environnement, lutte contre les graffitis » (Secrétariat général du Front national, 1992 : 66). De même, la presse du mouvement (Birenbaum, 1992 : 304-310) monte systématiquement en épingle la moindre agression commise sur le territoire français par des immigrés, surtout s'ils sont d'origine maghrébine, et le « Guide du responsable » suggère explicitement de faire ainsi.

La montée du sentiment d'insécurité est certes antérieure à la percée électorale du parti de Jean-Marie Le Pen. Elle commence dès les années soixante-dix, sur fond de crise économique et de réaction aux valeurs permissives et libérales de Mai 1968 (Ignazi, 1984). Tous les indicateurs le confirment, que ce soit la hausse des actes d'auto-défense, la multiplication des questions écrites des parlementaires sur les phénomènes de violence¹¹ ou, à travers les sondages, l'évolution des attitudes à propos de la peine de mort et la montée des préoccupations concernant la violence, le vandalisme, l'insécurité personnelle (Roché, 1993 : 71-83). C'est cette dynamique sécuritaire qui va favoriser l'émergence politique du Front national. Mais la relation

joue dans les deux sens. Le succès même du mouvement va en retour amplifier et légitimer les préoccupations sécuritaires, en faire un enjeu politique. Aujourd'hui, près d'un Français sur trois se dit « tout à fait » ou « plutôt » d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen sur « la sécurité et la justice », soit une hausse de cinq points en un an¹².

Il existe toutefois un frein à cette dynamique. La percée du Front national et de ses idées inquiète. Certes, les Français sont plus préoccupés par « le chômage » (79 % en ont « très » ou « assez » peur), « l'insécurité » (68 %) et « les troubles liés à l'immigration » (68 %), « le sida » (63 %) ou « le développement de l'islam en France » (63 %). Mais 60 % d'entre eux disent avoir peur de « la montée du Front national »¹³. Cette peur s'est progressivement construite. Quand le Front national apparaît sur la scène politique française, à l'occasion des élections municipales partielles de Dreux (septembre 1983), ceux qui trouvent qu'il représente « un danger pour la démocratie » sont minoritaires (38 %) et la proportion des « sans opinion » est élevée (19 %). À l'automne 1985, après les succès électoraux du parti lepéniste aux européennes et aux cantonales, ils deviennent majoritaires. Après les propos de son leader faisant des chambres à gaz un « point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale » et banalisant l'extermination de six millions de Juifs (septembre 1987), leur proportion augmente de dix points et se stabilise autour des deux tiers des Français en âge de voter tandis que les « sans opinion » chutent à 8 %. C'est chez les jeunes, les femmes, les électeurs les plus instruits et les plus politisés, les cadres supérieurs et les profes-

sions intermédiaires et les sympathisants de la gauche que la conscience d'un danger est la plus affirmée. Mais dans toutes les tranches d'âge, toutes les catégories socio-professionnelles, chez les hommes comme chez les femmes et de l'extrême gauche au RPR, elle est nettement majoritaire (Mayer et Perrineau, 1993). C'est un des principaux butoirs auxquels se heurte la progression du parti de Jean-Marie Le Pen.

Nonna Mayer
CNRS
Centre d'étude de la
vie politique française
Paris

Notes

- ¹ 86 % des proches du FN trouvent que « dans notre société on ne punit pas assez », contre 65 % de l'échantillon, et 90 % sont favorables au rétablissement de la peine de mort (contre 61 %). Enquête SOFRES-Ordre des avocats du Barreau de Paris, 14-21 juin 1991 (Lafarge, 1993).
- ² Respectivement 22 % contre 15 % et 19 % contre 5 %. Enquête réalisée en octobre 1989 pour l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, sous la direction d'Annick Percheron (Boy, Mayer, Percheron et Perrineau, 1990), dans le cadre des enquêtes de l'Observatoire interrégional du politique, auprès de 17 400 individus représentatifs de la population française âgée de 15 ans et plus (échantillon national de 2000 + 22 échantillons régionaux de 700).
- ³ Respectivement 4 %, 7 % et 8 % de l'échantillon, contre 3 %, 3 % et 6 % de l'électorat « potentiel » du FN (se déclarant, pour les prochaines élections législatives, « sûr de voter » pour la liste du FN, « sûr mais je peux changer d'avis » ou « sans doute pas à moins que je ne change d'avis »). Enquête dirigée par Hugues Lagrange et Sébastien Roché auprès d'un échantillon de 1291 individus représentatif de la population grenobloise de 18 ans et plus, février-mars 1986 (Lagrange et Roché, 1987 ; Perrineau et Lagrange, 1989).

- ⁴ Respectivement 23 % et 30 % des électeurs potentiels du FN (contre 17 % et 20 % de l'ensemble des électeurs) déclarent que « des amis » et « de vagues connaissances » ont été victimes de violence au cours des trois derniers mois ; 49 % d'entre eux (contre 41 %) surestiment la proportion d'étrangers dans la population grenobloise ; 100 % (contre 51 %) y voient « une des causes principales de la délinquance » (*ibid.*).
- ⁵ 31 % des électeurs lepénistes contre 27 % de l'ensemble de l'échantillon répondent qu'eux-mêmes ou un membre de leur foyer courent un très fort risque d'être au chômage ou le sont déjà. Enquête post-électorale CEVIPOF-SOFRES, 9-20 mai 1988, auprès d'un échantillon national de 4032 individus représentatif des Français en âge de voter (CEVIPOF, 1990).
- ⁶ Enquête OIP-IHESI de 1989 précitée (Boy, Mayer, Percheron et Perrineau, 1990 : 1-9).
- ⁷ 62 % de pessimistes contre 49 % dans l'ensemble de l'échantillon, 45 % qui ont peur de l'avenir contre 34 %. L'échelle de pessimisme est composée à partir des éléments suivants : « Avec ce qu'on gagne à la maison on n'arrive plus à vivre normalement (tout à fait, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord et sans réponses). Dans la vie de tous les jours les gens comme vous vivent moins bien qu'avant. Actuellement la démocratie en France ne fonctionne pas bien du tout ». Enquête CEVIPOF-SOFRES précitée.
- ⁸ Sondage BVA-Libération, effectué le 21 mars 1993 auprès d'un échantillon national de 10 687 électeurs représentatif des Français venant de voter. *Libération*, 23 mars 1993.
- ⁹ Éléments composant l'échelle : « Le seul endroit tranquille, c'est encore chez soi. En dehors des membres de sa famille et de quelques amis, on ne peut faire confiance aux gens. Un débat à la télévision ne remplace pas avantageusement une discussion. Il faut que les gens qui habitent au même endroit aient de nombreux points communs ». 77 % des sympathisants du FN sont des « autophiles », contre 41 % à 47 % des sympathisants de l'UDF et du RPR.
- ¹⁰ Enquête CEVIPOF-SOFRES 1988 précitée. Sur un indicateur de potentiel associatif (« Pour défendre vos idées, seriez-vous prêt à soutenir une association de type suivant : une association pour la défense des droits de l'homme ou contre le racisme ; pour la défense de l'environnement ; pour la paix et le désarmement ; d'entraide humanitaire »), 20 % des électeurs

lepénistes ont la note 4, contre 50 % de l'ensemble de l'échantillon. Sur une échelle de potentiel protestataire (« Pour faire connaître leurs opinions ou leurs revendications, approuveraient, au moins dans certaines circonstances de : provoquer des dégâts matériels ; peindre des slogans sur les murs ; occuper un bâtiment administratif ; participer à des manifestations dans la rue ; faire grève »), 33,5 % des lepénistes ont une note égale ou supérieure à 3, contre 51 % de l'ensemble de l'échantillon.

- ¹¹ Elles passent de 7 en 1976 et de 5 en 1978, à 51 en 1980 et à 82 en 1982 (Plenel et Rollat, 1984 : 135).
- ¹² 31 % en octobre 1991 contre 26 % en septembre 1990. Enquête SOFRES-Le Monde-RTL, 15-17 septembre 1991.
- ¹³ Les personnes interrogées étaient invitées à exprimer leur degré de peur sur une liste de vingt-cinq sujets, allant du chômage au Marché unique européen en passant par la concurrence économique du Japon et les centrales nucléaires. Sondage SOFRES-Le Figaro Magazine, 10-14 janvier 1992 (SOFRES, 1993 : 233).

Bibliographie

- BIRENBAUM, Guy. 1992. *Le Front national en politique*. Paris, Balland, 358 p.
- BOY, Daniel, Nonna MAYER, Annick PERCHERON et Pascal PERRINEAU. 1990. *Attitude des Français à l'égard des problèmes de sécurité*. Paris, OIP, 35 p. et tableaux.
- CEVIPOF. 1990. *L'Électeur français en questions*. Paris, Presses de la FNSP, 249 p.
- IGNAZI, Piero, 1989, « Un nouvel acteur politique », dans Nonna MAYER et Pascal PERRINEAU, éd. *Le Front national à découvert*. Paris, Presses de la FNSP : 63-80.
- KORNHAUSER, William. 1959. *The Politics of Mass Society*. Glencoe, The Free Press, 256 p.
- LAFARGE, (le bâtonnier) Philippe. 1993. « La punition dans la société française », dans SOFRES. *L'État de l'opinion 1993*. Paris, Seuil : 133-150.
- LAGRANGE, Hugues, et Sébastien ROCHÉ. 1987. *Baby Alone in Baby-land*. Grenoble, CERAT-IEP, 427 p.
- LAGRANGE, Hugues. 1984. « La perception de la violence par l'opinion publique », *Revue française de sociologie*, 25 : 636-657.

- MAYER, Nonna, et Pascal PERRINEAU. 1990. « Pourquoi votent-ils pour le Front national ? », *Pouvoirs*, 55: 163-184.
- MAYER, Nonna, et Pascal PERRINEAU. 1993. « La puissance et le rejet ou le lepénisme dans l'opinion », dans SOFRES. *L'État de l'opinion 1993*. Paris, Seuil: 63-78.
- PERRINEAU, Pascal, et Hugues LAGRANGE. 1989. « Le syndrome lepéniste », dans Nonna MAYER et Pascal PERRINEAU, éd. *Le Front national à découvert*. Paris, Presses de la FNSP: 228-246.
- PERRINEAU, Pascal. 1991. « Le vote Le Pen », *Commentaire*, 55, automne: 509-521.
- PLENEL, Edwy, et Alain ROLLAT. 1984. *L'Effet Le Pen*. Paris, La Découverte/Le Monde, 243 p.
- ROCHÉ, Sébastien. 1993. *Le Sentiment d'insécurité*. Paris, PUF, 311 p.
- SECRETARIAT GÉNÉRAL DU FRONT NATIONAL. 1992. *Le Guide du responsable* (Propagande, livre 4). Limoges, Éditions nationales, 174 p.
- SOFRES. 1993. *L'État de l'opinion 1993*. Paris, Seuil, 249 p.
- TAGUIEFF, Pierre-André. 1989a. « Identité française et idéologie », *Espaces temps*, 42: 70-82.
- TAGUIEFF, Pierre-André. 1989b. « Un programme révolutionnaire », dans Nonna MAYER et Pascal PERRINEAU, éd. *Le Front national à découvert*. Paris, Presses de la FNSP: 195-226.